



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

COUR D'APPEL DE VERSAILLES  
PARQUET GENERAL

**DOSSIER DE CANDIDATURE À L'INSCRIPTION  
SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX de la  
COUR D'APPEL DE VERSAILLES**

Décret n°2004-1158 du 29 octobre 2004 portant réforme de la procédure en matière familiale.  
Décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile.

[Arrêté du 12 mars 2009](#) pris en application du [décret du 12 mars 2009](#) relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile.

### Constitution du dossier

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-joint la trame du dossier de candidature à l'inscription sur la liste des enquêteurs sociaux.

**Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe et que les pièces demandées doivent toutes figurer au dossier.**

### Envoi ou dépôt du dossier

Ce dossier devra être adressé, en deux exemplaires identiques, par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé contre récépissé, au procureur de la République près le tribunal judiciaire dans le ressort de votre lieu de résidence ou du siège social de l'association candidate **avant le 1er juin de chaque année.**

Vous trouverez, ci-dessous mentionnées, les adresses des différents parquets du ressort. Votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

**Monsieur le procureur de la République  
Service des Experts et des Enquêteurs sociaux  
Tribunal judiciaire de ...**

**Tribunal judiciaire de Chartres - 3 rue Saint Jacques – 28019 CHARTRES Cedex  
Tribunal judiciaire de Nanterre - 179-191 avenue Joliot Curie – 92010 NANTERRE Cedex  
Tribunal judiciaire de Pontoise - Cité judiciaire, 3 rue Victor Hugo – 95300 PONTOISE  
Tribunal judiciaire de Versailles – 5 Place André Mignot – 78000 VERSAILLES**

Service des Experts  
5, rue Carnot, RP 1113  
78011 Versailles cedex  
Tel : 01.39.49.64.47  
Courriel : [experts.ca-versailles@justice.fr](mailto:experts.ca-versailles@justice.fr)

## PERSONNES PHYSIQUES

- lettre de motivation signée et curriculum vitae
- photocopie de la CNI ou du passeport en cours de validité et éventuellement photocopie du titre de séjour
- justificatif du lieu d'exercice professionnel
- un justificatif de domicile
- éventuellement justificatif d'une inscription antérieure

### 1) photocopie des diplômes, publications, travaux

- diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction par un expert assermenté, s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- liste des publications et travaux effectués avec leurs références, (en lien avec la fonction d'enquêteur social)

### 2) justificatifs de l'activité professionnelle

- le cas échéant, la déclaration d'affiliation à l'URSSAF (datant de moins de 3 mois)
- Kbis et numéro d'inscription Siret si vous êtes chef d'entreprise (datant de moins de 3 mois)
- option pour le statut d'auto entrepreneur (loi numéro 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - joindre les justificatifs)
- pour les salariés : attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les éventuelles enquêtes pendant son temps de travail
- pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'État, le décret numéro 2007-658 du 2 mai 2007 prévoit que le cumul d'une activité accessoire avec une activité principale est subordonnée à la délivrance d'une **autorisation** par l'autorité dont relève l'intéressé .  
Pour obtenir cette autorisation, une demande écrite doit être faite à l'autorité compétente; en l'absence de décision expresse écrite contraire dans le délai de réponse d'un mois l'intéressé est réputé autorisé à exercer l'activité accessoire. Dans ce cas, joindre la copie de la demande (article 25-4 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et 2, 4 à 6 du décret n° 2007 -658 du 2 mai 2007) relatif au cumul d'activité des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers régis par le régime des pensions des établissements industriels de l'État.

## PERSONNES MORALES

- lettre de candidature motivée du dirigeant, signée, curriculum vitae
- Kbis et numéro d'inscription Siret (datant de moins de 3 mois)
- fiche détaillée des activités de la personne morale

### 1) diplômes, publications, travaux

- liste des publications et travaux effectués par le dirigeant avec leurs références, ( en lien avec la fonction d'enquêteur social)

### 2) justificatifs de l'activité professionnelle

- justifications que la personne morale dispose des moyens techniques et des personnels qualifiés appropriés, fournir les diplômes de chaque enquêteur exerçant pour la personne morale
- justification de la domiciliation dans le ressort de la cour d'appel des personnes habilitées à effectuer des enquêtes et coordonnées complètes de ces personnes
- production des statuts.

Il vous appartient de veiller scrupuleusement à ces recommandations qui conditionnent la juste appréciation de votre candidature.

# COUR D'APPEL DE VERSAILLES



## - FORMULAIRE DE CANDIDATURE À L'INSCRIPTION SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX

### 1- IDENTITÉ DU CANDIDAT

#### A) PERSONNE PHYSIQUE

Nom .....  
(pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivie du nom d'épouse)  
*préciser le nom sous lequel vous souhaitez figurer dans la liste :*

.....

Prénoms .....

Date de naissance .....

Lieu de naissance .....

Département ou pays .....

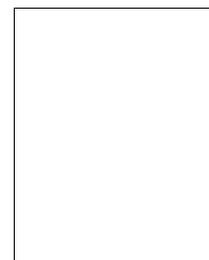
Nationalité .....

Profession .....

Situation de famille :  célibataire  marié(e) ou autre

Nom et prénom du conjoint.....

Profession du conjoint.....



#### B) PERSONNE MORALE

Nom/ dénomination de la société

.....

Représentant légal.....

.....

N° d'immatriculation.....

.....

Adresse du siège social.....

.....

Téléphone.....

mail.....

### 2- ADRESSES DU CANDIDAT

Lieu d'exercice de l'activité professionnelle principale **à remplir obligatoirement**

.....

.....

téléphone.....téléphone portable.....

adresse mail.....

Domicile personnel.....  
.....  
.....  
Téléphone.....téléphone portable.....  
adresse mail.....

Tout changement d'adresse postale et électronique devra être porté à la connaissance du parquet général  
[expert.ca-versailles@justice.fr](mailto:expert.ca-versailles@justice.fr)

Les coordonnées professionnelles sont systématiquement diffusées sur la liste des enquêteurs sociaux et à défaut les coordonnées personnelles.

**3- DIPLOMES UNIVERSITAIRES, TRAVAUX, PUBLICATIONS EN LIEN AVEC LA FONCTION D'ENQUÊTEUR SOCIAL**

.....  
.....  
.....

Joindre la photocopie des diplômes.

**4 -CETTE ANNEE**

Avez-vous déposé un dossier de demande d'inscription dans une autre cour d'appel que celle de Versailles?

oui  non

Si oui, précisez le lieu et la date du dépôt: .....

**5 – INSCRIPTION ANTÉRIEURE**

• Antérieurement inscrit comme enquêteur social sur la liste de la cour d'appel de Versailles:

oui  non

• Antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel?

oui  non

Si oui précisez :

- la date d'inscription : .....

- la cour d'appel concernée : .....

- le cas échéant, date de retrait : .....

**6 – ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE**

Etes- vous :  salarié  auto-entrepreneur  fonctionnaire

Détailler la nature de vos activités en mettant en évidence le lien avec la fonction d'enquêteur social.....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**7- AUTRES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LE CANDIDAT, LES DÉCRIRE**

.....  
.....  
.....  
.....

**8 – INDICATION DES MOYENS ET DES INSTALLATIONS DONT LE CANDIDAT PEUT DISPOSER POUR EXERCER SES ENQUÊTES**

.....  
.....  
.....  
.....

**9- EXPÉRIENCE ÉVENTUELLE DE LA PRATIQUE DE L'ENQUÊTE SOCIALE**

.....  
.....  
.....

(Remplir le tableau en annexe).

**DÉCLARATION SUR L'HONNEUR  
qui doit être IMPÉRATIVEMENT SIGNÉE**

Je, soussigné(e) certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du Procureur Général de la Cour d'Appel de Versailles, Service des Experts, 5 rue Carnot, 78000 Versailles, toutes modifications susceptibles d'intervenir dans ma situation.

En outre :

- j'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes moeurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,
- j'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du Code de Commerce,
- j'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article 2 du décret du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales,
- et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'enquêteur social avec diligence et à réaliser moi-même les expertises qui me seront confiées.

Fait à ....., le.....

